



HAL
open science

Historiens marginaux, historiens marginalisés ? Regards rétrospectifs de l'opposition à l'Estado Novo portugais.

Christophe Araujo

► To cite this version:

Christophe Araujo. Historiens marginaux, historiens marginalisés ? Regards rétrospectifs de l'opposition à l'Estado Novo portugais.. Faire de l'histoire durant les régimes autoritaires, Christophe Araujo; António Costa Pinto; Patrick Garcia, May 2017, Lisbonne, Portugal. hal-04333136

HAL Id: hal-04333136

<https://hal.science/hal-04333136>

Submitted on 9 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Historiens marginaux, historiens marginalisés ? Regards rétrospectifs de l'opposition à l'*Estado Novo* portugais (Christophe Araújo)

L'objectif de cette communication est de montrer comment le changement brutal de paradigme politique peut bouleverser le paradigme scientifique en vigueur. À travers le cas portugais, la rupture politique est provoquée par la Révolution des Œillets (**PPT**). Ainsi, le 25 avril 1974 met à bas en l'espace d'une journée un régime dictatorial exsangue du fait de la guerre coloniale. S'il a tout l'aspect d'un coup d'État militaire au début, le peuple participe rapidement – malgré l'interdiction de sortir donnée par les militaires. Il devient alors un acteur clé durant Processus Révolutionnaire en cours (PREC). Sous la pression des événements, le milieu des universitaires subit un renouvellement très important : les enseignants jugés trop proches du régime sont démis de leur fonction et des assemblées d'étudiants désignent des remplaçants. On a donc une situation originale, notamment si on l'oppose à son voisin espagnol qui se caractérise par une transition négociée et qui n'a pas remis en question le corps des enseignants issu de la période dictatoriale.

Cependant, il n'est pas ici question de faire l'histoire de la transition du régime mais de montrer surtout le glissement qui s'est produit dans la galaxie des historiens portugais en l'espace de quelques années en se focalisant sur les historiens qui ont été mis au ban de la hiérarchie universitaire durant la dictature. De la marginalité à la chaire académique, l'étude de certains parcours d'historiens éclairera notre étude sur la temporalité de la marge.

Comment la « fenêtre d'opportunité » créée par le 25 avril 1974 nous invite à repenser la marginalité des historiens opposants sous le régime de l'*Estado Novo* portugais ?

I) Mécanismes de la marginalisation de la sphère académique : entre souvenirs et réalités

(PPT) Employer le terme de marginal peut sembler démesuré. Dans l'ouvrage collectif sur l'historiographie portugaise, José Maria Amado Mendes nous parle d'une "historiographie non alignée" qu'il désigne comme "positionnée « en dehors » ou « contre » l'historiographie du pouvoir". C'est justement cette position du dehors qui va attirer mon attention : le marginal est bien sur celui qui est mis à l'écart. L'enjeu est maintenant de saisir comment s'opère cette marginalisation.

Il est important de percevoir ce qui est dedans pour comprendre ce qui est dehors. J'entends par les historiens du dedans ceux qui sont titulaires de chaires d'histoire ou bien qui sont dans les cadres universitaires car il arrive assez régulièrement que des scientifiques d'autres domaines s'intéressent et publient de l'histoire. Or, à partir des années 1930, la sélection sur les enseignants universitaire se complexifie par la rigidification des critères.

Soulignons le premier filtrage qui est celui exercé par les enseignants eux-mêmes. Étant dans la presque majeure partie des cas en adéquation idéologique si ce n'est des acteurs du régime intégrés les principales institutions du pouvoir, ils ont tendance eux-mêmes à contrôler les élèves. (PPT) Lors de l'entretien que j'ai eu avec Joaquim Romero Magalhães, celui-ci m'a souligné à quel point – du moins de ce qu'il en percevait parce qu'il entendait des étudiants de Lisbonne– Jorge Borges de Macedo, professeurs à l'Université de Lisbonne, pouvait avoir tendance à contrôler l'idéologie de ses étudiants. Aussi, quand il a fait le choix de faire une thèse de licence sur l'histoire économique de l'Algarve à l'époque moderne dans les années 1960, il a dit à son directeur de thèse officiel Salvador Dias Arnaut, professeur de l'Université de Coimbra, qu'il voulait avoir comme directeur « officieux » de Vitorino Magalhães Godinho – l'un des grands noms de l'historiographie portugaise de l'opposition – alors sans poste. Salvador Dias Arnaut n'a pas fait de remarque et l'a même encouragé à « profiter » de ses

connaissances. Mais comme Joaquim Romero Magalhães lui-même l'a dit : « il savait que je n'allais pas être pris comme enseignant à Coimbra » donc il l'a laissé faire. Autant dire, que l'entre soi du milieu universitaire portugais était déjà une première barrière à l'entrée dans le cadre académique.

Ensuite, pour devenir professeur universitaire, il fallait montrer que l'on était en adéquation idéologique avec le régime. Une série de lois ont été mises en place pour réprimer tous les opposants. (**PPT**) Ainsi, avec le décret-loi n°25:317 du 13 mai 1935 qui stipule :

« Article 1 : les fonctionnaires ou employés, civils ou militaires, qui ont révélé ou révèlent un esprit d'opposition aux principes fondamentaux de la Constitution Politique, ou qui ne donnent pas la garantie de coopérer dans la réalisation des fins supérieures de l'État seront mis à la retraite, s'ils y ont droit ou démis le cas contraire. »

Complétée par la loi décret-loi n°27:003 du 14 septembre 1936

« Je déclare, sur mon honneur, que je suis intégré dans l'ordre social établi par la Constitution Politique de 1933, avec rejet actif du communisme et de toutes les idées subversives »

Cette dernière déclaration devait être remplie toutes les années pour les professeurs assistants avec une reconnaissance de signature et cela jusqu'au rang de professeur auxiliaire (les professeurs « de chaire » en était exempté, dans la mesure où l'on estimait que s'ils étaient arrivés là, c'est qu'il n'était pas des opposants). Ensuite, les candidatures étaient envoyées au ministère et les dossiers étaient vérifiés par la police politique, la PIDE, qui pouvait bloquer certaines candidatures, y compris dans le secondaire. Ainsi, toute non-conformité avec l'idéologie du pouvoir pouvait entraîner une élimination de candidature.

D'autres stratagèmes pouvaient aussi être utilisés, comme la non-reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger (**PPT**) : c'est le cas par exemple de Victor de Sá qui avait obtenu un doctorat à l'Université de la Sorbonne et qui tente, sans réussir, à faire reconnaître l'équivalence par l'administration portugaise de son doctorat. Dans la mesure où il s'intéressait à un domaine proscrit, l'histoire

contemporaine et encore plus à l'histoire du libéralisme, le pouvoir n'avait aucunement intérêt à lui laisser la possibilité de concourir aux fonctions universitaires. Pour certaines candidatures, il pouvait y avoir tout simplement la disparition du dossier comme ce fut rapporté par Joaquim Barradas de Carvalho dans un des numéros de *Portugal Democrático* le cas quand l'Université de Porto a rouvert et que les candidatures des opposants Joel Serrão et Joaquim Barradas de Carvalho ont disparu, retirées par la PIDE. Il y a aussi bien sûr la censure des articles jugés dangereux ou bien l'appréhension des livres qui sont trop contestataires : soulignons malgré tout que peu de livres d'historiens (j'en ai dénombré 4) ont été interdits dont le *Raízes da Expansão Portuguesa* de António Borges Coelho (1964).

De cette étude des outils de la marginalisation, qui sont multiples comme on vient de le voir, il est maintenant question de s'intéresser aux conséquences quotidiennes de la marginalité.

II) Historiens en condition de marginalité : retour d'expérience d'« intellectuels frustrés »

(PPT) Je reprends ici à dessein l'heureuse formule des « intellectuels frustrés » de Roger Chartier dans un article du numéro °2 de 1982 des *Annales ESC* où il s'interrogeait sur les conséquences pour une population intellectuelle de l'inadéquation entre le nombre de positions sociales possibles à l'université et le nombre d'intellectuels en question, non sans souligner le parallèle que l'on pouvait faire avec la situation de l'Université à l'époque d'écriture de l'article. Dans le cas portugais, on est, en plus de la limitation des places face à un effet d'empêchement. Regardons donc les conséquences de cette marginalisation à l'aide des témoignages que les historiens opposants ont laissés.

Une des premières conséquences de cette mise au ban de l'enseignement universitaire est l'instabilité financière d'un grand nombre des historiens. « Historiens du dimanche » pour reprendre l'expression de Philippe Ariès, les

historiens opposants et interdits d'enseignements se retrouvent pour ceux qui décident de rester au Portugal dans l'obligation de chercher un autre travail. **(PPT)** Les plus chanceux sont parvenus à rejoindre le rang de l'enseignement secondaire, c'est notamment le cas pour Joel Serrão, qui dirige une des grandes collections de l'historiographie portugaise des années 1960 qu'est le *Dicionário de História de Portugal* alors qu'il enseigne dans le liceu Passos Manuel de Lisbonne. En revanche, pour une grande partie des autres historiens, ils doivent se contenter de ce qu'il trouve : pour José Manuel Tengarrinha, ce fut la publicité qui recrutait une bonne partie des intellectuels dans la mesure où elle les trouvait créatifs. Lors de mon entretien avec António Borges Coelho, il a souligné les innombrables difficultés qu'il a eues et l'instabilité : jusqu'à une vingtaine de travaux avec souvent une prise de fonction et une sortie rapidement, à cela ajouté à la pression qu'il subissait car il était en permanence contrôlé par la PIDE dans la mesure où il avait été emprisonné dans les années 1950.

Pour une partie des historiens, ils vont littéralement faire le choix d'être à la marge du pays en émigrant **(PPT)**. Pour certains, cela se fera dans des conditions plutôt confortables : c'est le cas de Vitorino Magalhães Godinho qui a réussi à obtenir un financement du CNRS dès l'année de son départ en 1947. **(PPT)** Mais parfois la précarité s'installe, comme c'est ce que nous fait sentir António José Saraiva dans sa correspondance avec Óscar Lopes qui multiplie les contrats de courte durée dans les années 1960 et qui compte parfois sur l'argent des publications au Portugal pour pouvoir retrouver ses fils en vacances qu'il n'a pas vu depuis deux ans comme il le dit dans une lettre du 14 avril 1966. À cela s'ajoute la difficulté d'intégration : dans sa lettre de Mars 1969, AJS dit à OL : « tu n'imagines pas comme je suis content d'être hors de France et loin des Français, ces gens durs, guerriers, fermés et hostiles » et le mal du pays comme quand il dit le 20 avril 1962 " Qu'on me donne une chaire à Porto, avec mes enfants à portée de mains, des cours, des élèves, des gens, le confort humain. Je n'ai pas été fait pour cette vie de gitan". On perçoit donc, dans ces

moments de confiance une partie des souffrances induites par l'éloignement géographique.

Aussi, il est important de rendre compte que cette marginalisation des sphères académiques a eu pour conséquence de créer une forte solidarité parmi ces historiens. Avant tout, une bonne partie de ces historiens sont passés par le Parti Communiste Portugais ou ont au moins été sympathisants de l'opposition ce qui a pu favoriser, par proximité idéologique, une certaine forme de complicité. Ensuite, quand on regarde les bibliographies, il y a une certaine tendance à ce que les noms des historiens opposants soient plus fréquemment cités ou tout au moins que les travaux soient valorisés ou décrits comme novateurs par rapport à l'histoire écrite par les historiens de l'Université portugaise. En même temps, les lignes politiques ont parfois pu complexifier les relations au sein de ces historiens opposants. C'est le cas de ceux qui ont fait le choix de rompre avec le PCP et qui a pu mettre en situation de double marginalisation : à la fois de la part du pouvoir en place mais aussi du PCP. António José Saraiva en 1962 et Flausino Torres après la répression de Prague où il vivait de 1968, ont subi avec une grande violence ce double anathème contre leur personne. On peut donc voir que ce groupe d'historiens marginalisés n'en est pas pour autant homogène.

Après avoir rendu compte des conséquences de la marginalisation des historiens opposants, il est maintenant question de voir comment le 25 avril bouleverse complètement la situation.

III) Comment le post-dictatorial recompose le per : historiens opposants et fenêtre d'opportunité

C'est avec cette vision des historiens opposants marginalisée qu'il faut voir le 25 avril 1974 : un bouleversement complet se produit. En effet, ces historiens qui jusque là étaient marginalisés deviennent subitement les

principaux hérauts de l'historiographie portugaise alors que ceux qui étaient en position confortable sont ou bien relégués ou bien carrément exclus.

Ainsi, cette situation de marginalité durant la dictature devient un attrait, notamment dans la symbolique de la résistance au pouvoir établi en ces temps. D'autant que s'ouvre une véritable fenêtre d'opportunité en reprenant la théorie de John Kingdon (**PPT**) : le problème de la marginalisation de ceux qui sont considérés comme des historiens de qualité, la solution qu'est leur intégration dans le milieu universitaire et enfin l'orientation qui est celle du 25 avril avec une opinion publique qui est en demande de renouveau et de reconnaissance de ces acteurs de la résistance au pouvoir. (**PPT**) Ainsi, alors que se met en place une commission qui se charge des épurations, la Commission Interministérielle de l'Épuration et de la Reclassification pour donner un cadre légal aux épurations, en même temps, des épurations sauvages ont lieu et ont empêché un certain nombre de professeurs qui étaient dans la proximité du pouvoir de prendre leurs fonctions. Des assemblées générales ont lieu et donnent des listes des professeurs qu'ils considèrent qui doivent entrer dans les cadres universitaires : lors de l'entretien avec José Manuel Tengarrinha, sa nomination est quelque chose qui l'a rendu très fier. Ce fut aussi le cas pour António Borges Coelho. António José Saraiva a lui été invité à devenir professeur de chaire dans l'Université Nouvelle de Lisbonne. Parallèlement, les recteurs, les directeurs des facultés ont tous été démis de leurs fonctions non sans des résistances et parfois même des abus. C'est donc une période de grand chamboulement du milieu universitaire portugais qui se produit.

En même temps, d'un point de vue historiographique, c'est aussi une grande rupture. Alors que l'histoire contemporaine était proscrite depuis les années 1930 où l'histoire s'arrêtait à la fin du XVIII^{ème} siècle que ce soit dans les cours mais aussi dans les travaux, l'histoire contemporaine devient la période centrale et de nombreux recrutés (pensons à José Manuel Tengarrinha, Victor de Sá). Une historiographie marginalisée se retrouve au centre de l'attention. (**PPT**)

C'est aussi l'épuisement de l'histoire « néo-méthodique » comme l'a désigné João Paulo Avelãs Nunes qui insistait longuement sur l'histoire politique et l'histoire portugaise et qui est remplacée par l'histoire économique et sociale, alors dominante en Europe. Cependant, force est de constater que l'histoire économique et sociale, qui était celle qui était pratiquée par la majorité des historiens opposants qui lisaient copieusement l'historiographie française, commençaient déjà à s'enraciner dans l'Université portugaise dès le début des années 1960. Ainsi, un certain nombre d'historiens ont eu des travaux d'histoire économique : on peut citer Virgínia Rau et ses travaux sur le sel au Moyen Âge ou bien à Jorge Borges de Macedo pour ses travaux sur l'économie pombalienne mais aussi celle du blocus continental. Certains professeurs très conservateurs lisaient ces auteurs : c'est ainsi que José Mattoso, dont le père est l'auteur du livre unique de l'enseignement primaire, était abonné aux *Annales* et selon ses mots « savait très bien ce qu'il lisait ». En définitive, si la grande majorité des historiens affiliés aux universités du régime étaient attachés à l'histoire politique, une petite minorité se laissait séduire. Mais le changement est bien plus ample avec le 25 avril et c'est toute l'historiographie qui se met à l'histoire économique et sociale.

En conclusion, pour penser la condition des historiens opposants pendant et après la dictature portugaise, il est fondamental de penser aux temporalités. Ainsi, si pendant la dictature, ces historiens étaient considérés comme auteurs de travaux marginaux et sciemment marginalisé par le pouvoir, la fenêtre d'opportunité du 25 d'Avril a complètement modifié leur situation dans la mesure où ils entrent dans les cadres universitaires et prennent les postes occupés par certains historiens. Le marginal est devenu central et le central marginalisé. C'est donc sur cette question de la labilité des situations entre deux situations politiques, que l'on est invité, il me semble, à repenser à la question du temps.